

ETHIOPIE : UNE REVOLUTION AGRAIRE (1974-1978) LES ACQUIS ET LE GACHIS

I -INTRODUCTION : L'UNIVERS AGRAIRE

Il a toujours été affirmé que le problème clé de la révolution éthiopienne était la question agraire. D'abord par l'importance de l'agriculture dans l'économie du pays où le travail de la terre était le seul moyen d'existence de la vaste majorité de la population. Ensuite et surtout à cause des structures socio-économiques et politiques qui faisaient de l'univers agraire éthiopien une véritable caricature de l'injustice. Dans ce système archaïque, on trouvait partout la 'Sainte Trinité' des bénéficiaires du régime féodal : l'Empereur, la noblesse et le clergé entourés d'une armée de fonctionnaires, de militaires et de prêtres qui, moyennant une partie du tribut dûe aux classes dominantes, les assistait à tenir le pays. En face, ou plutôt en dessous, on trouve les paysans sans terre et surtout les masses de métayers, qui devaient au propriétaire jusqu'à 75% de la récolte auxquels s'ajoutaient les cadeaux, les impôts, les corvées etc.

Depuis les années 60 tout le monde, y compris l'Empereur lui-même, était conscient du blocage de la société qui résultait de ce système archaïque. Il était même question, jusque dans les documents les plus officiels, de la nécessité de réformes urgentes. Les « plans quinquennaux » institués depuis cette époque, évoquaient régulièrement le problème. Le troisième et dernier plan de l'ère impériale, notait par exemple

« La nécessité d'une réforme agraire est évidente. Dans les conditions actuelles de fermage, très peu de progrès peut être accompli dans le secteur agricole. Le but immédiat de la réforme doit être de surmonter l'apathie des populations rurales causée par l'iniquité du système traditionnel de fermage, la concentration de la propriété foncière dans un petit nombre de main, l'insécurité dans laquelle se trouve le fermier et la part exorbitant de la récolte qui revient au propriétaire. »¹

En 1965, il y avait même une timide tentative de réforme. La 'TENANCY BILL' présentée au parlement par le gouvernement de M. Aklilu Habte Wolde préconisait l'abrogation des corvées et la limitation de la redevance due au propriétaire à 1/3 de la récolte. Le projet assurait une garantie de tenure de 4 ans minimum et imposait un préavis de deux ans pour tout éviction. Ce projet ne sera jamais voté par le parlement où dominaient les représentants des féodaux.

L'année 1965 était aussi celle de la première manifestation des étudiants en faveur de « Meret Larashu » (La terre à celui qui la travaille) Pendant les années qui ont suivi, on assiste à la montée d'une opposition animée essentiellement par les lycéens et étudiants (et ceci en dit long sur

¹ L'impossible réforme agraire J.C. Guillbaud, Le Monde 18 Janvier 1974

l'extrême sous-développement de la vie politique du pays) et de petits groupes clandestins encore mal dégagés du monde étudiant dont ils étaient issues. Cette génération sera très vite gagnée à l'idéologie marxiste dont les analyses et perspectives lui semblaient coller à merveille à la société éthiopienne. Prête à toutes les ruptures, elle rejette en bloc la société féodale et toutes les tentatives de réforme.

Aux structures socio-économiques d'un autre âge, est venu se greffer, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et l'ouverture du pays au monde capitaliste, une couche de « forces nouvelles » composée de fonctionnaires, militaires et policiers de carrière, intellectuels, commerçants, ouvriers etc. Mais à la veille de la révolution cette couche sociale était encore à l'état embryonnaire. Entre une classe féodale incapable de procéder à la moindre retouche du système et la génération montante qui appelait de ses vœux une transformation radicale, il n'y avait donc, aucune force d'interposition capable d'imposer aux uns et aux autres des alternatives réformatrices.

II. FEVRIER 74 – LE REVEIL BRUTAL

C'est donc dans ce vide vertigineux que viennent s'engouffrer, à l'aube de 1974, les séries d'explosions parties de revendications qualifiées de 'catégorielles' même si ce sont toutes les catégories de la société qui se mettent en mouvement et en même temps. L'étincelle est parti d'Addis Ababa où le 17 février 1974, les chauffeurs des taxis de la capitale se mettent en grève pour protester contre la hausse du prix de l'essence. Ils seront bientôt rejoints par les étudiants, les élèves et par les enseignants. Avec l'entrée en scène des milliers de jeunes chômeurs et les rescapés de la famine de Wello qui avait fait près de deux cents milles morts l'année précédente, on assiste au début de manifestations quasi insurrectionnelles.

Le 19 février la II Division de l'armée stationnée en Erythrée déclenche une mutinerie, arrête les officiers supérieurs et soumet à l'Empereur une série de revendications portant sur les salaires, les conditions du travail et la démission du gouvernement de M. Aklilu Habte Wolde. Le 26 février le souverain cède à la pression de la rue et des casernes et M. Aklilu est remplacé par le Prince Endalkatchew Mekonen. Mais malgré cette victoire les explosions continuent.

« Rien n'est fini en Ethiopie. Bien au contraire. Depuis vendredi dernier, le pays paraît s'enfoncer dans une crise bizarre, profonde, dont on ne voit que les symptômes les plus voyants..... Au-delà des difficultés économiques et les mécontentements sociaux, la révolte de l'armée a soumis le vieil Empire à un extraordinaire électrochoc. Depuis une semaine, toutes les classes de la société, tous les esprits se réveillent en même temps vaguement hésitant au seuil d'une époque nouvelle. Un bouillonnement

confus est perceptible dans toutes les parties de l'Empire qui donne l'impression de se réveiller d'un long engourdissement. »²

Au terme de quatre mois d'effervescence des officiers radicaux font appel à toutes les unités de l'armée et de la police d'élire des représentants et mettent sur pied, le 30 Juin 1974, le Comité de Coordination des Forces armées et de la Police (CCFAP) ou le DERGUE (Comité en langue Amharique)

Avec sa devise nationaliste « Ethiopia Tikdem » (L'Ethiopie d'abord) le Dergue tentera tout d'abord d'asseoir son autorité sur une double légitimité : celle de l'ordre et du renouveau. Mais il ne faudra pas beaucoup de temps aux têtes pensantes du Comité pour s'apercevoir qu'en fait d'assise politique cette stratégie, dans une société profondément déchirée et de plus en plus bipolarisée, leur valait d'être suspendues au-dessus du vide. Revenant sur leur serment d'allégeance maintes fois répété pendant l'été, il déposent, le 12 Septembre 1974, l'Empereur Haile Selassie et mettent sur pied le Gouvernement Militaire Provisoire.

Les mouvements clandestins Me'isone (Mouvement Socialiste Pan Ethiopien) et PRPE (Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien)³ soutenus par l'ensemble des forces animatrices du Mouvement depuis février demandent l'instauration immédiate d'un « gouvernement provisoire populaire » et se lancent dans un mouvement d'opposition au régime militaire qualifié de « contre-révolutionnaire » et parfois même de « Junte fasciste. » A peine installé, le nouveau régime ne semble plus avoir de partisans à gauche.

Avec l'exécution sommaire, le 23 novembre 1974, de 60 personnalités de l'ancien régime accusées de 'crime contre le peuple.' les dignitaires encore en liberté allument un peu partout des foyers de rébellion armée. Les opposants progressistes condamnent ces exécutions et accentuent la pression pour le retour à un gouvernement civil. Pour les militaires il ne reste désormais qu'une légitimité et une seule : celle de la radicalisation à outrance et de la politique de table rase conçues à la fois pour couper l'herbe sous les pieds de la résistance féodale et pour lâcher du lest à l'opposition progressiste.

III. LES ACQUIS

De mesures simples, sans nuance et parfois expéditives viennent s'attaquer de front à tout ce que l'Ethiopie « éternelle » affichait comme valeur et idéologie, à ses structures politiques, économiques et sociales. Le 20 Décembre 1974 c'est la proclamation du 'socialisme éthiopien' comme

² J.C. Guillbaud LE MONDE 4 Mars 1974

³ Meisone est créé au mois d'août 1968 à Hambourg (RFA) par les leaders du Mouvement étudiant éthiopien en Europe et aux Etats-Unis. Le PRPE – lui aussi issue du mouvement étudiant à l'étranger sera créé au mois d'avril 1972 lors d'un congrès tenu à Berlin.

idéologie motrice de la 'révolution' Début Janvier 1975 le Dergue procède à la nationalisation de toutes les banques, les compagnies d'assurance, des grandes entreprises de production et de distribution. Le 4 Mars 1975 toutes les terres rurales sont déclarées 'propriété collective du peuple éthiopien' et le système féodal est aboli. Les métayers sont libérés des corvées, de toutes obligations et de tout engagement vis-à-vis des anciens propriétaires. Ils acquièrent un droit d'usage sur la terre qu'ils cultivent au moment de la proclamation.

« Le résumé de la proclamation suffit à établir son radicalisme, un radicalisme sans précédent dans aucune autre révolution au monde. L'ancienne élite perd purement et simplement les sources de son pouvoir, de sa richesse et de sa primauté sociale sans aucune compensation ne lui donne les moyens de retrouver sa suprématie en faisant main basse sur d'autres secteurs de l'économie. La proclamation n'aménage pas son statut : elle l'abolit. »⁴

Cette proclamation reconnaissait le droit des paysans de s'organiser en associations. Ces dernières avaient une double tâche : d'abord, elles étaient chargées de la juste répartition des terres 'autant que possible de façon égale'. Organisées dans le cadre des anciennes structures administratives, elles étaient aussi conçues, pour prendre en main l'administration de leurs villages. A cette fin, chaque association est dotée d'un comité exécutif, d'un tribunal populaire et d'une milice qui garantie son autorité. Tous les membres de ces organes du pouvoir populaire sont élus démocratiquement par l'assemblée des paysans.

Me'isone, soutenu par une fraction non négligeable des forces progressistes urbaines, abandonne la stratégie d'opposition totale et adopte une position de « soutien critique. » Le PRPE, après avoir applaudi pendant quelques semaines « les officiers progressistes » revient à la position d'opposition totale et demande, soutenu par d'autres composants de la « gauche civile » et surtout les jeunes, la formation immédiate d'un gouvernement provisoire populaire.

La proclamation précipite le pays dans des tumultes. Dans l'anarchie et la violence qui en suivent on voit s'affronter deux forces : d'un côté la réaction féodale et les notables locaux, épaulés par les membres de l'appareil d'Etat local (police, administrateurs, juges etc.) hérité de l'ancien régime. De l'autre le front des partisans de la proclamation dont l'épine dorsale était l'alliance formée par les paysans pauvres et les près de 60 milles jeunes *Zematches*.⁵

⁴ René Lefort : *Ethiopie, la révolution hérétique* Cahiers libres 362/françois maspero 1981, pp 131

⁵ Le Zemetcha – campagne en amharique – lancé officiellement le 21 Décembre – au lendemain de la proclamation du « socialisme éthiopien » avait pour objectif la

Les féodaux et leurs alliés essayaient par tous les moyens, y compris la lutte armée et les assassinats ciblés de leaders paysans et de jeunes *Zematches*, d'arrêter ce processus d'organisation et de consolidation des associations paysannes. Au début de 1976 l'effort d'organisation des paysannes sera poursuivi de façon plus coordonnée et centralisée avec la mise sur pied du POMOA (Provisional Office for Mass Organisational Affaires) essentiellement animé par les militants de MEISONE qui venait de créer une alliance « anti-féodale » avec le DERGUE sur la base du « Programme de la Révolution Nationale Démocratique » (PRND) rendu public en avril 1976.

Dès leur mise sur pied, les plus de 25000 associations créées à travers le pays s'érigeront en pouvoir parallèle à l'appareil d'Etat de l'ancien régime. Cette dualité de pouvoir prendra fin à l'automne 1976 avec la victoire de ces « Gouvernements des campagnes »⁶ établis dans l'ensemble des zones rurales du pays. Cette victoire sur le plan politique allait évidemment da pair avec des acquis socio-économiques proprement historiques qu'un journaliste américain, David Ottaway, n'avait pas hésité à qualifier de 'miracle éthiopien.'⁷ En effet, alors que la guerre civile faisait rage dans les campagnes du pays et beaucoup d'observateurs craignaient une chute libre de la production agricole celle-ci augmente d'année en année.

« Dans le secteur agricole beaucoup craignaient que les réformes radicales introduites par le gouvernement militaire auraient des conséquences graves pour les récoltes paysannes. Mais la production de l'année 1975/76 était au-dessus de la moyenne observée pendant les années précédentes. La saison 1976/77 voit la production augmenter de 10 à 20%. Pour 1977/78 les données disponibles montrent que la récolte avait augmenté ou s'est maintenue au niveau de l'année passée. »⁸ Que fait le paysan de sa récolte ?

Premièrement, il consomme davantage. Les paysans pauvres et leurs familles mangent à leur faim. Les chiffres officiels et ceux fournis par des ONG étrangères indiquent, qu'après la réforme, la consommation paysanne avait augmenté partout dans le pays dès la première récolte et ce de l'ordre de 15 à 20 %. Deuxièmement, il stocke une partie de son surplus. Le souvenir des années de famine étant profondément ancré dans la mémoire collective, cette attitude lui vient comme un réflexe de survie. Troisièmement, il veut

conscientisation et la mobilisation et l'organisation des paysans. Près de 60,000 jeunes élèves et étudiants étaient mobilisés pour accomplir cette tâche.

⁶ Jacques Bureau, Réforme agraire en Ethiopie, ESPRIT, Février 1979, pp 34

⁷ The Washington Post, Sunday February 27, 1977

⁸ P. Kohen, Ethiopia: Famine, food production and changes in the legal order. African Studies Review, Vol XXII, N° I, 1979

consommer des produits manufacturés - des vêtements pour lui et ses enfants et pourquoi pas des chaussures, des transistors, etc. Pour peu que ces produits soient disponibles sur le marché il dispose, maintenant, du pouvoir d'achat nécessaire. Quatrièmement, enfin les paysans se donnent les moyens de leur pouvoir politique et de leur développement socio-économique. De nombreuses associations construisent leur école, leur moulin, leur magasin de stockage, leur coopérative de service, etc. Ils construisent aussi le siège de leur association, celui de leur tribunal, achètent des armes pour leur milice, etc.

IV. LES AFFRONTEMENTS ECONOMIQUES ET POLITIQUES

Face à cette victoire sans appel dans les campagnes, la réaction – aussi bien interne qu'internationale et régionale – mise sur un quelconque renversement de tendance à Addis Ababa. Au mois de Juillet 1976, M. John Spencer, diplomate américain et ancien conseiller de l'Empereur déclarait lors d'un 'Hearing' au congrès des Etats-Unis

« A mon avis il serait impossible de se débarrasser du régime par une opposition partie des zones rurales. Il faudra trouver à Addis Ababa même une force capable d'agir dans ce sens. »⁹

Les luttes entre factions au sein du Dergue s'exacerbent et les complots se succèdent à Addis Ababa. Pour compliquer le tableau le PRPE, organisation composante de la gauche civile, lance, à partir de Septembre 1976, une campagne de liquidation physique visant les militants de Me'isone, POMOA et les élus d'organisations de masses qualifiés tous d'agents du « Dergue fasciste. » C'est le début de ce qu'on a appelé « La terreur Blanche. »

En Décembre de la même année, une fraction du DERGUE, opposée au développement de ce pouvoir populaire réussit un coup d'Etat de palais et sous prétexte d'une « meilleure efficacité » du conseil militaire prend le pouvoir en délogeant Mengistu et les dirigeants de son organisation l'ABYOTAWI SEDED (flamme révolutionnaire) Les membres du Conseil Militaire, partisans du nouveau pouvoir, sont envoyés dans les régions administratives comme représentants du gouvernement central. Ils renouent aussi tôt des liens avec les notables et les partisans de l'ancien appareil d'Etat et se lancent dans une politique visant à paralyser le pouvoir paysan dans les campagnes.

Au mois de février 1977, Mengistu opère à son tour un coup d'Etat et reprend le pouvoir. Les forces démocratiques qui affrontaient les mains vides les tenants de la "Terreur Blanche" commencent à être armés et à se

⁹ The Spencer Report cité dans ADDIS FANA Septembre 1976 (Mensuel en langue Amharique)

défendre. Les assassinats marquent le pas. Le pouvoir populaire, maître des campagnes d'Ethiopie, commence à s'affirmer dans les villes par le billet des associations des quartiers appelées les KEBELES, dont les structures et les compétences étaient calquées sur le modèle des associations paysannes. Mais ce répit ne sera que de courte durée.

Face au développement de ce pouvoir, animé pour l'essentiel par les militants de ME'ISONE et du POMOA, sur lesquels ni Mengistu ni son organisation SEDEDE n'avaient de prise, la peur d'un débordement démocratique gagne ces derniers. Le régime opère un renversement d'alliance et opte pour la liquidation pure et simple de ce pouvoir paysan « incontrôlable » au profit de la bureaucratie civile et militaire. C'est le début de la terreur dite "Rouge" qui sera officiellement lancée par le régime militaire au mois de novembre 1977. Et le commencement du processus de démantèlement des acquis politiques et socioéconomiques de la grande réforme agraire.

Mais l'enjeu de la "terreur rouge" n'était pas seulement politique. Le conflit politique ne servait, en réalité, que de toile de fond à un vaste affrontement économique portant sur la répartition de la récolte paysanne.

L'État cherchait à prélever sur les campagnes des surplus qu'il voulait répartir sous sa seule autorité. Il fallait nourrir et équiper une armée dont les effectifs sont passés de quarante à trois cent milles hommes. Il fallait approvisionner les villes qui, sous l'ancien régime, vivaient de la surexploitation des campagnes. Il y avait aussi le rêve d'industrialisation « socialiste » que l'État cherchait à entreprendre sur le dos des paysans. Ces derniers cherchaient, au contraire, non seulement une contrepartie équitable pour se dessaisir d'une partie de leur surplus mais ils voulaient aussi assurer, avant tout, le développement de leur communauté comme ils avaient commencé à le faire pendant les premières années de la révolution. Ils ne céderont donc rien sans contre partie.

Or, l'industrie éthiopienne est à l'état embryonnaire, inadaptée aux besoins des agriculteurs et incapable de répondre à la hausse du pouvoir d'achat des paysans. La crise économique aidant, ou bien les produits de base sont inexistants sur le marché, ou ils ne sont disponibles qu'à des prix difficilement abordables. Dans ces conditions les paysans refusent carrément de vendre. Voici ce que dit un leader paysan à un journaliste français en 1978, au plus fort de l'affrontement entre le régime et le monde rural:

"Tous les paysans sont très mécontents de voir les prix de ce qu'ils achètent multipliés par trois, alors que le prix de leurs produits ne bougent pas. Maintenant nous avons nos terres, notre moulin, notre école. Nous sommes maîtres chez nous. Nous avons assez à manger. Nous discussions avec

le gouvernement pour fixer le prix de notre récolte. Si nous nous mettons d'accord, tant mieux, sinon nous ne vendons pas".¹⁰

Dans un premier temps le régime riposte en dénonçant "l'individualisme paysan" et la "spéculation capitaliste" dans les campagnes. Plus concrètement il cherche à instaurer une politique de quota consistant à obliger les paysans à délivrer une partie de leur récolte à l'organisme gouvernemental « Agricultural Marketing Corporation » (AMC) à des prix dérisoires établis par ce dernier.

Le gouvernement ne disposait d'aucun moyen, sinon la force, pour venir à bout de ce refus. Les élus paysans s'estimant être investis d'un pouvoir politique par le peuple, n'acceptent pas le rôle de simple courroie de transmission. Il fallait donc, coûte que coûte, mettre au pas ces organisations et surtout destituer leurs dirigeants qualifiés de KOULAKS. C'était, entre autre, la tâche assignée à la "terreur rouge" lancée officiellement en Novembre 1977, trois mois après l'entrée en clandestinité de ME'ISONE.

La répression qui se met en marche est forcément massive puisque le régime s'attaque à un vaste mouvement démocratique qui entraîne littéralement des millions de paysans. Les militants sont exécutés par milliers ou partent précipitamment en exil lorsqu'ils ne sont pas jetés dans les prisons surpeuplées. Parmi les victimes de cette terreur se trouvent bien sûr les militants de ME'ISONE et du PRPE. Mais la répression touche surtout les leaders paysans, des syndicalistes et d'autres élus de base.

« Pour l'essentiel, on trouve dans les prisons d'Ethiopie, ces milliers de jeunes, d'animateurs locaux, d'élus paysans, et des syndicalistes que la révolution a fait surgir dans les tumultes de ses premières années. Loin de groupements révolutionnaires de la capitale, électrisés par la réforme agraire, mobilisés pour sa défense, sans formation politique mais avec une solide connaissance des peuples dont ils sont issus, ces premières générations des organisations de masse (paysannes, urbaines et d'entreprises) subissent maintenant de plein fouet la répression pour avoir pris au pied de la lettre les lois révolutionnaires qui établissent l'autonomie des ces organisations par rapport à l'Etat. »¹¹

En l'espace d'à peine un an, c'est-à-dire entre le milieu de 1977 et de 1978, l'expérience autogestionnaire est noyée dans le sang avec pratiquement tous les leaders des associations remplacés par des gens fidèles au régime.

« Sous couvert d'abattre les 'réactionnaires', c'est à une mise au pas de toutes les forces organisées qui échappent encore à son absolu contrôle que se livre le Dergue, avec une main de fer. Au terme de ce processus, qui ne dure guère plus d'une année, tous les centres du pouvoir peu ou prou

¹⁰ Jean Louis Peninou, Famine dans les prisons éthiopiennes, Libération, 12 October, 1978

¹¹ Jean Louis Peninou, Ibid.

autonomes, qui ont grandis avec la révolution, sont rayés de la carte ou transformés en simple courroies de transmission.... »¹²

Avec l'intervention soviétique, qui surviendra à partir du milieu de 1977 et à un moment où le pouvoir était ainsi engagé dans une entreprise de « normalisation », la révolution cessera d'être une « affaire éthiopienne. » D'abord parce que les forces populaires étant obligées d'affronter une dictature épaulée par le bloc soviétique, l'issue des combats entre les protagonistes ne dépendait plus des rapports de forces strictement internes. Ensuite parce qu'avec l'implantation soviétique dans une région jugée stratégique par les Occidentaux, la révolution se transforme en « conflit local » de la Guerre froide mettant aux prises les deux super puissances et des puissances régionales.

V. LA FIN D'UNE REVOLUTION AUTO-CENTREE

Ce qui frappe le plus tous ceux qui ont vécu la révolution éthiopienne, c'est sans doute le contexte d'isolement et d'incompréhension dans lequel elle a évolué. Alors que les mutations qu'elle a occasionnées sont au moins aussi profondes que celles d'autres révolutions du vingtième siècle, le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle n'a pas bénéficié d'un soutien massif de la part de ce qu'on peut appeler l'opinion progressiste mondiale.

Il y a eu à cet égard comme un double décalage. Dans sa phase ascendante, la révolution lassait l'opinion internationale au point de ne plus mériter d'autres analyses que celles qui dénoncent sommairement le 'chaos' la dictature 'fasciste' et l'anarchie. Après l'intervention Soviétique on commence à 'découvrir' ce que jusqu'alors était, pour reprendre l'expression de l'auteur cubain Raol Valdes Vivo, une 'révolution méconnue.'¹³ Mais à cette époque, toute une génération de militants révolutionnaires était en train de subir les conséquences de la défaite de cette même révolution.

La raison principale de cette incompréhension nous semble être ce que René Lefort appelle une 'introversion fondamentale' de la société et de la révolution éthiopienne.

« ...La révolution qui éclate nous est incompréhensible. Incompréhensible parce que nous, l'Occident, n'y sommes pour presque rien. Avant et ailleurs, les révolutions du tiers monde mûrissent à l'ombre d'une décolonisation trop tardive, d'un impérialisme trop arrogant : on s'y préparait, on s'informait, quelquefois même on les popularisait.....Or la

¹² René Lefort : Ethiopie, la révolution hérétique Cahiers libres 362/ François Maspero pp325

¹³ Raol Valdes Vivo : Ethiopie : La révolution méconnue

révolution de l'Ethiopie ne doit presque rien à personne d'autre que aux Ethiopiens. »¹⁴

Cette révolution, partie des contradictions internes à la société éthiopienne elle-même, était essentiellement anti-féodale, au point de s'accommodait tant bien que mal de la présence des américains avec lesquels les accords de défense en vigueur depuis 1952 étaient maintenus jusqu'à l'arrivée des Soviétique en Avril 1977 ! Cette donnée fondamentale échappait à beaucoup d'observateurs étrangers qui prétendaient juger ce mouvement sur le seul critère de l'anti-impérialisme. Cela a suffi à conférer un parfum d'hérésie au combat qui se menait dans ce pays d'autant que pour les milieux progressistes internationaux, les jeunes qui se hissaient à la tête du mouvement étaient, pour ainsi dire, inconnus au bataillon.

En effet, pendant les années 60 et au début des années 70, les opposants éthiopiens se trouvant à l'étranger évoluaient dans les milieux estudiantins. Les contacts des deux principales organisations – le PRPE et le MEISONE – n'allaient pas au-delà de ceux noués avec les groupuscules gauchistes. La voie était donc libre à tous ceux qui voulaient mettre à profit cette méconnaissance pour dénoncer ce qu'ils présentaient comme une dictature militaire 'fasciste' et sanguinaire parée de fumeuses phraséologies révolutionnaires.

C'est que cette révolution venait brouiller beaucoup de cartes dans la région. Les nationalistes érythréens et le gouvernement somalien, bien introduits dans les milieux progressistes et fort de leur alliance avec le bloc soviétique et les mouvements progressistes arabes sont gênés par la consolidation à Addis Ababa d'un régime nationaliste et intransigeant sur le problème de l'unité nationale et l'intégrité territoriale. Les choses étaient plus simples au temps où on dénonçait le régime féodal éthiopien allié « de l'impérialisme et du sionisme. »

Les Soviétiques avaient, en plus, leurs raisons propres pour se méfier et pour adopter une politique prudente qui leur éviterait de lâcher la proie pour l'ombre. Le mouvement est dirigé par des éléments qui, depuis la fin des années soixante, étaient classés comme « maoïstes » Pendant plus de deux ans, ils soutiendront donc, par Erythréens, Somaliens et Yéménites interposés, des tentatives de déstabilisation du régime militaire et s'opposeront à la montée en puissance de Mengistu que beaucoup considéraient comme étant membre du « maoïste » MEISONE.

C'est dans ce contexte qu'ils sont amenés à soutenir le Coup d'Etat de Décembre 1976 contre Mengistu. Aux dires de l'ambassadeur soviétique à Addis cette opération était « une bonne chose pour la démocratie ! ». ¹⁵ Mais avec le « contre coup d'Etat » de 3 Février 1977 ce même diplomate sera

¹⁴ René Lefort Ibid., pp 11

¹⁵ Propos tenus fin décembre 1976 devant un ami de l'ambassadeur et membre de ME'ISONE.

parmi les premiers à venir féliciter Mengistu ! Le 14 Mars Fidel Castro arrive à Addis Ababa pour une visite de trois jours. Il y prononce un discours faisant état du soutien du camp socialiste et du monde progressiste à la révolution éthiopienne.

Les divergences sur cette question du « soutien » du camp socialiste viendront s'ajouter à ceux qui divisent déjà l'organisation de Mengistu et Me'isone. Les risques d'intervention des Soviétiques dans ces débats, et contre ceux qu'ils qualifiaient des « éléments maoïstes et nationalistes petit bourgeois », étaient jugées suffisamment graves pour que, après la tenue, au mois d'avril 1977, d'une conférence nationale élargie, l'organe officiel de Me'isone publie une « message au peuple éthiopien » soulignant les dangers que pourrait constituer ce « soutien » et lance un avertissement :

« Le peuple éthiopien avancera sur la voie du succès s'il compte principalement sur ses propres forces. Le jour où nous nous écartons de cette voie non seulement nous perdrons notre indépendance mais aussi nous compromettrons notre révolution. » ¹⁶

Les progressistes éthiopiens n'étaient pas les seuls à s'inquiéter de cette tournure des événements. Déjà au mois de février 1977, un commentaire de M. Andrew Young, représentant des Etats-Unis à l'ONU, faisait craindre que, la révolution éthiopienne, affaire strictement intérieure jusqu'ici, allait entrer dans une zone de turbulence internationale et régionale :

« Ce qui se passe en Afrique australe – Angola, Mozambique, Namibie et Zimbabwe – est relativement secondaire pour le maintien de la paix mondiale, par rapport à ce qui se prépare dans la Corne de l'Afrique. » ¹⁷

M. Andrew Young savait de quoi il parlait. Après la visite de Castro et des pourparlers secrets avec les Soviétiques, les mesures « anti-impérialistes » se succèdent à un rythme accéléré. Le 23 Avril sur ordre du gouvernement des organisations américaines dont: la base Kagnev près d'Asmara, le MAAG (Military Assistance and Advisory Group), et l'USIS (United States Information Service) doivent fermer leurs portes. Le 3 mai Mengistu quitte Addis pour une visite officielle de 5 jours à Moscou et revient avec l'assurance d'une aide militaire considérable à condition qu'il élimine de son pays tout trace de présence « impérialiste » et qu'il accepte de purger l'armée des éléments jugés « trop patriotiques ». A peine revenu au pays il s'exécute. Le 28 Mai les bureaux des attachés militaires des Etats-Unis, de l'Egypte et de la Grande Bretagne sont fermes. Les deux tiers des gardes de l'ambassade américaine sont priés de quitter le pays et la mission diplomatique américaine est sommée de réduire son personnel de moitié...

¹⁶ « La voix des masses populaires » Organe officiel de Me'isone N° 55 le 13 Mai 1977 (en amharique)

¹⁷ L'UNITE, Hebdomadaire du Parti Socialiste, N° 276, Décembre 1977

A peine cinq mois après les mises en garde de M. Young, la plus grande guerre conventionnelle opposant deux Etats africains éclata avec l'invasion des troupes somaliennes en juillet 1977. Cette guerre n'était pas un simple conflit de frontière entre deux Etats. C'était une confrontation entre « Deux camps en formation, près de la moitié des pays du monde ayant choisi d'être dans un camp ou dans l'autre... »¹⁸

Ce qui suivra sera un véritable imbroglio. On est dans la Corne de l'Afrique où se rencontre la Mer Rouge, l'Océan Indien et le continent africain. C'est aussi un carrefour de premier plan entre le Moyen-Orient et l'Afrique, situé à proximité des points névralgiques pour l'approvisionnement de l'Occident en pétrole. C'est encore une partie du monde où se conjuguent de nombreuses contradictions locales : entre l'Ethiopie et la Somalie, entre l'Ethiopie et le Soudan, entre le Kenya et la Somalie, entre le régime militaire éthiopien et les nationalistes érythréens. Sans parler des répercussions des conflits voisins ou plus larges qui viennent compliquer le tableau : le conflit israélo-arabe, les rivalités entre pays arabes « progressistes » et « modérés » et surtout les rivalités entre les Superpuissances.

Dans un tel contexte où des multiples intérêts contradictoires se télescopaient, les alliances qui se forment peuvent sembler ambiguës et parfois contre-nature. Le soutien actif de la Libye et du Yémen du Sud – deux pays membres du 'Front de la fermeté' – à l'Ethiopie, n'a pas empêché Israël de toujours considérer l'ancien Empire du Négus comme le seul pays de la région ayant 'des intérêts stratégiques' communs avec l'Etat hébreu. L'avènement d'un régime prosoviétique à Addis Ababa n'a rien changé au fait que ce pays et le Kenya, solide allié de l'Occident dans la région, soient liés par un pacte de défense mutuelle dirigé contre la Somalie qui est à la fois un nouvel allié de l'Occident mais toujours officiellement adepte du 'Socialisme scientifique.' L'Arabie Saoudite, pays anticommuniste s'il en est, ne semblait pas gênée outre mesure par cette idéologie affichée par son nouvel allié !

La guerre, du moins dans sa phase conventionnelle prend fin au printemps de 1978 avec la victoire de l'armée éthiopienne massivement soutenue par l'Union Soviétique et épaulée par la présence de plus de 20,000 troupes cubaines. Mais avec l'installation de l'Ethiopie du DERGUE dans le camp socialiste, les problèmes internes, régionaux et internationaux précipitent la société éthiopienne dans un cercle infernal fait de famine et de guerre.

VI. L'ETHIOPIE 'PRO-SOVIETIQUE'

¹⁸ Marc Yared, La guerre d'Ethiopie ne fait que commencer, JEUNE AFRIQUE N° 891, 1^{ère} Février 1978

Plus qu'autre chose, les crises qui accablent le pays dans les années 80 seront les résultats de cette option prosoviétique aussi bien sur le plan de politique intérieur qu'international.

Sur le plan interne le pays adopte « le modèle soviétique » et se dote d'un parti de travailleurs, d'une Constitution stalinienne, et surtout se lance dans la voie de la « construction socialiste » dans le domaine qui compte le plus dans la vie socioéconomique de la société : le secteur agricole. Comme le notait un intellectuel éthiopien, expert dans le domaine agraire

« In the first few years of the revolution , roughly in the period 1975-78, the agrarian policies pursued by the military government...were in the main pro-peasant and had a strong populist flavour....Soon however there was a radical change as the revolution hardened and adopted Soviet-style socialism as its guiding principle..... When the final obituary of Mengistu's regime is written, historians will not fail to note that the seeds of its humiliating downfall were sown by its own doctrinaire agrarian policies, which led to the hardening of State-peasant relations, and eventually to the complete alienation of the peasantry from the regime.»¹⁹

La famine fait son apparition dès 1978, année marquée par la première chute de la production agricole depuis le début de la révolution. Cette année là, 2, 800,000 paysans pauvres seront touchés par le fléau.²⁰ La crise profonde qui se profile était tellement évidente qu'un journaliste anglais notait :

« L'Ethiopie s'achemine vers un désastre économique qui pourrait faire de ce pays, selon les mots d'un expert des Nations Unies, l'endroit le mieux indiqué pour la première super famine au monde.»²¹

En 1979 le nombre des victimes de la famine sera de 3,000,000. Ce chiffre montera à 5 089 000 en 1980.²² L'effet combiné des guerres qui ravagent près de la moitié des régions administratives du pays, la chute continue de la production agricole, les tentatives de marginalisation du petit paysan par une politique de collectivisation forcée, l'étatisation du commerce de produits agricoles, le départ en l'exile de plus de 2,000,000 personnes (dont plus de 80% de paysans), le recrutement forcé des jeunes d'origine rurale pour l'armée etc. se conjugaient pour précipiter le pays dans ce qu'on appela la « Famine du Siècle » survenu en 1984/85 et qui a coûté la vie à plus de 900,000 paysans.

A ces crises « internes » s'ajoutent d'autres facteurs de déstabilisation de la société éthiopienne résultant de l'installation du Dergue dans le camp socialiste.

¹⁹ Dessalegne Rahmato, Agrarian change and agrarian crisis : State and peasantry in post-revolution Ethiopia – in AFRICA N° 23 (1) 1993 pp 36

²⁰ Communiqué de l'International league of Red Cross Societies 20 Novembre 1978

²¹ Martin Woolacott in The Guardian 4 Mars 1978

²² Relief and Rehabilitation Commission Mai 1979 et Avril 1980.

Les alliances qui avaient ensanglanté la région pendant la guerre de l'Ogaden ayant survécu à la « phase conventionnelle » de ce conflit, tous ceux qui s'étaient alors rangés du côté somalien optent pour une politique de déstabilisation de l'Éthiopie « prosoviétique » par mouvements de guérilla interposés et notamment les front érythréens et le Front Populaire de Libération de Tigray (FPLT) aujourd'hui au pouvoir dans le pays. Le DERGUE et ses alliés riposte avec leur propre politique de déstabilisation des voisins (le Soudan et la Somalie) par l'intermédiaire des opposants armés qui opèrent à partir du territoire éthiopien.

Pendant plus de dix ans le peuple éthiopien fera les frais de ces nombreux conflits armés entre une dictature qu'il rejette et des maquisards qu'il ne soutient pas. Ce « conflit local » entre les superpuissances connaîtra son épilogue avec la fin de la Guerre froide. Le régime « prosoviétique » de Mengistu s'écroulera comme un château de cartes avec l'effondrement du camp socialiste. Mais il ne sera pas remplacé par un pouvoir démocratique. Parmi les premières victimes du « Nouvel Ordre International », l'Éthiopie tombera sous le joug d'une dictature stalinienne soutenue, pour des raisons géostratégiques, par les Américains.

CONCLUSION : POURQUOI CE GACHIS ?

Pour expliquer la défaite de la révolution en Éthiopie, on peut avancer deux raisons majeures. La première tient à la spécificité du processus révolutionnaire dans le pays. La révolution éthiopienne dont le radicalisme était « sans précédent dans aucune autre révolution au monde » ne résultait pas d'un processus mûri au terme d'un combat politico-militaire prolongé. Dans les milieux progressistes on parlait plutôt de FINDATA (ou explosion soudaine). Le mot « ABYOT » (révolution) lui-même est sorti des cercles intellectuels et citadins pour entrer dans les millions de foyers avec la révolution elle-même. C'était un processus propulsé « d'en haut » même si avec le temps les millions de gens mobilisés en sa faveur le propulsaient « d'en bas ». C'est pour cela que les entités auto gestionnaire nées avec la révolution n'étaient encore pas assez solides pour résister à un processus contre révolutionnaire venu d'en haut. Pour être bien encrés dans les zones rurales, ces « gouvernements des campagnes » n'étaient pas moins fragiles. Ils étaient encore trop « atomisés » pour pouvoir résister au moindre renversement de tendance à Addis Abeba.

L'intervention soviétique non seulement jouera un rôle décisif dans ce « renversement » et par conséquent dans la défaite de la révolution éthiopienne. En plus, et là on en vient à la deuxième raison fondamentale de l'échec de la révolution éthiopienne, cette intervention précipitera le peuple éthiopien dans une série de conflits qui le dépasse même si c'étaient ses enfants – les jeunes

paysans aussi bien du côté gouvernemental que celui des maquisards – qui se sacrifiaient pour une cause qui n'était pas la leur.

La jeune génération de révolutionnaires, décimée par la terreur « blanche » et surtout par celle qui a été qualifiée de « rouge » n'était absolument pas en situation de faire face. A l'intérieur du pays il devenait très difficile de mener un combat dans une société accablée par la misère, ensanglantée par des conflits armés, démoralisée et démobilisée par la répression féroce perpétrée par un régime totalitaire. A l'extérieur, elle était prise « entre deux feux ». Ses options démocratiques, populaires et révolutionnaires seront combattues par la réaction régionale et internationale. Son patriotisme intransigeant l'aliénait du bloc soviétique. Ainsi placée dans une position inextricable, cette génération de « La patrie révolutionnaire » n'était donc pas en situation de peser d'un poids quelconque lorsque le destin de l'Ethiopie – y compris de son unité nationale – fût décidé à huis clos lors de la Conférence de Londres de Mai 1991 patronnée par les Américains et à la quelle participaient le FPLT et le FPLE aujourd'hui au pouvoir à Addis Abeba et Asmara respectivement.

Negede Gobezie
Mai 2008